

Samir AMIN

LE VIRUS LIBERAL

La géopolitique du système en crise

Retour sur la question des phases dans l'histoire du capitalisme et du défi contemporain

(Notes brèves additionnelles)

1. Le virus libéral

Le Virus libéral s'exprime :

- Par la séparation des champs de la gestion de l'économie et de la gestion politique de la société.
- Par la réduction de la « rationalité économique » au mythe des « marchés généralisés » qui tendraient à produire un « équilibre général », et que cet équilibre serait « optimal » parce qu'il répondrait aux « préférences des individus »
- Par la dissociation de la gestion politique, elle-même réduite à la formule « démocratie électorale représentative et pluripartiste », des questions du progrès social
- Par la limitation des droits humains, auxquels il est interdit de franchir la limite de la valeur suprême que représenterait la « propriété privée ».
- Par la qualification de la « mondialisation » de « globalement positive ».

Je ne reviens pas sur ces points du débat, développés dans « *Le Virus libéral* ».

Je rappelle seulement, en insistant sur ce rappel, que la philosophie libérale en question :

(i) Evacue l'essentiel de ce qui définit le capitalisme réellement existant (« historique ») en général, et aujourd'hui en particulier.

Le capitalisme est devenu un capitalisme d'oligopoles qui dominant tout son système productif et financier. La classe dominante à l'échelle mondiale qui correspond à cette centralisation du capital sans commune mesure avec ce qu'elle avait été dans les étapes précédentes de son histoire, est constituée par une véritable « ploutocratie », devenue de ce fait « l'ennemi de l'humanité entière ».

Ce système est « financiarisé » au sens que le marché monétaire et financier (lui-même mondialisé) est devenu le marché dominant qui structure à son tour tous les autres marchés qui régissent le travail, l'accès aux ressources naturelles, les débouchés des productions.

(ii) S'interdit de comprendre pourquoi la crise en cours a été amorcée par l'effondrement du marché monétaire et financier, « talon d'Achille » du système, parfaitement prévisible et prévu (pas par les économistes conventionnels), pourquoi cette crise est une crise systémique du capitalisme vieillissant (« obsolète », « sénile »).

(iii) Evacue la contradiction centres/périphéries, produit immanent de l'expansion polarisante (impérialiste) du capitalisme mondialisé historique.

Aujourd'hui ce gommage s'exprime plus particulièrement :

- Par celui des « monopoles » nouveaux sur lesquels se fonde la domination des centres (contrôle de la technologie, de l'accès aux ressources naturelles, de la financiarisation globale, des communications et des informations, des armements de destruction massive) se substituant à l'ancien privilège de l'industrialisation exclusive des centres.

- Par celui des conditions nouvelles qui font que les ressources naturelles ont franchi une frontière de rareté relative, donnant au conflit pour leur contrôle à l'échelle mondiale une dimension décisive dans la géopolitique/géostratégie des centres.

(iv) Procède d'une culture politique du « consensus », fondée sur le gommage de la réalité des classes sociales et des nations, proclamant « l'individu » sujet de l'histoire.

2. La géopolitique du capitalisme/impérialisme en crise

Les thèses que j'ai proposées sur ce sujet, sur lesquelles je ne reviens pas, sont les suivantes :

(i) L'impérialisme, jadis conjugué au pluriel, est désormais devenu « l'impérialisme collectif de la triade ». Cette transformation qualitative répond précisément au degré de centralisation du capital évoqué plus haut.

(ii) La gestion politique demeure largement « nationale » (même au sein de l'Union européenne, a fortiori dans la triade), et de ce fait il y a une contradiction possible entre la gestion économique du système mondialisé/financiarisé par l'impérialisme collectif, et sa gestion politique par les Etats de la triade.

Je ne reviens pas sur cette thèse.

Je précise, en le soulignant, néanmoins :

(i) Que la conciliation gestion économique mondialisée/gestion politique nationale, a pu être assurée avec facilité pendant toute la période de « l'essor néolibéral » (1980-2008).

Cette conciliation a réduit l'ampleur :

- Des conflits possibles intra-atlantiques entre l'Europe et les Etats Unis.
- Des conflits possibles intra-européens au sein de l'Union Européenne et de la zone Euro.
- Des conflits possibles Nord/Sud dans la mesure où les pays du Sud « émergents » se sont alignés sur les exigences de la mondialisation et même en ont tiré profit à court terme (par l'accélération de leur croissance), tandis que les autres pays du Sud ont été contraints de se soumettre à ces exigences « passivement ».

(ii) Que cette page est tournée avec le développement en cours de la crise systémique, à partir de la crise financière.

Des questions nouvelles se posent, qui sont :

- Le développement de la crise conduira-t-il à un affaiblissement de l'atlantisme, à la révision de ses termes, à son éclatement ? Ou peut être au contraire à son renforcement ?
- L'Union Européenne, et, en son sein, la zone Euro, sont-elles appelées à leur tour à éclater ? à « stagner » ? ou à se reprendre pour se renforcer ?
- Le conflit entre l'impérialisme et les pays émergents majeurs (en particulier le Chine, mais aussi la Russie et peut être d'autres) est-il appelé à s'aiguiser ? Ou dans la crise, les uns et les autres s'accommoderont de compromis viables ?
- Dans la crise les autres pays du tiers monde vont-ils sortir de leur léthargie ou s'y enfoncer ?

Les réponses possibles à ces questions, forcément diverses, dépendront des luttes en cours et à venir : luttes sociales (classes dominées contre classes dominantes locales) dans toutes leurs dimensions politiques, conflits internationaux entre les blocs dirigeants aux postes de commande dans les États et les nations tels qu'ils sont.

Pas de « pronostics » évidents et certains possibles. Cela n'exclut pas, mais exige, l'analyse concrète de toutes ces contradictions et des conflits qu'elles véhiculent.

3. Le découpage de l'expansion capitaliste en phases significatives

Il y a différentes manières de proposer ce découpage, qui dépendent du critère central sur lequel on place l'accent.

- La tradition économiciste est « technologiste » au sens qu'elle définit les coupures par les révolutions technologiques majeures de l'histoire moderne. Cela n'est pas dénué de validité. Encore faut-il en relativiser la portée et surtout ne pas interpréter cette lecture par le « technologisme » : la technologie déciderait de tout (elle serait « en dernière instance » le moteur de l'histoire), le reste « s'ajusterait à ses exigences ».

- Les cycles de Kondratieff s'accrochent de la lecture technologiste et économiciste (phases d'expansion et de stagnation successives, phases inflationnistes et déflationnistes etc.). Je ne reviens pas sur les critiques que j'ai faites de ces lectures.

- Les cycles d'hégémonies (Provinces Unies, Grande Bretagne, États Unis) favorisés chez I. Wallerstein, G. Arrighi et en partie A. G. Frank. Je renvoie ici à mes critiques de ce découpage, qui m'est toujours paru forcé.

- Gramsci propose des cycles politiques longs définis par la composition des alliances hégémoniques façonnant les conditions économiques et sociales de la reproduction capitaliste.

A titre d'exemple Gramsci propose, pour ce qui concerne la France, la succession de deux phases : (i) 1789-1870 ; puis (ii) 1870-1930, qu'il examine comme phases successives du projet de stabilisation de l'hégémonie bourgeoise en conflit avec les vestiges – puissants – des hégémonies d'Ancien Régime. La première phase correspond à un capitalisme « concurrentiel », la seconde à celle des « monopoles » (Gramsci reprend ici la lecture de Lénine, voir plus loin). Les alliances hégémoniques qui caractérisent chacune de ses phases sont spécifiques : au cours de la première la bourgeoisie fait des concessions aux forces de l'Ancien Régime (aristocratie, Eglise) et entraîne derrière elle la paysannerie issue de la Révolution pour isoler la nouvelle classe ouvrière ; dans la seconde elle amorce le compromis historique avec les classes salariales.

Je ne cache pas ma conviction que la méthode que Gramsci nous propose est plus puissante que les autres, dans ce sens qu'elle met en avant les forces essentielles qui façonnent la transformation – la lutte des classes.

J'ai tenté d'utiliser cette méthode pour caractériser les cultures politiques spécifiques des différentes nations impérialistes majeures – États Unis, Grande Bretagne, Allemagne, France, Japon – en plaçant l'accent sur les compromis d'origine, parfois lourds, entre la bourgeoisie et les forces politiques des Anciens régimes. Je n'y reviens pas.

J'ai tenté également de mettre en œuvre cette méthode dans les analyses que j'ai proposées concernant le conflit centres/périphéries. En caractérisant les centres par la capacité d'y mettre

en œuvre le compromis historique capital/travail dans le capitalisme mûr tardif (le Welfare State), d'où le « social/impérialisme ». Et dans les périphéries par l'incapacité de la bourgeoisie, du fait de sa compradorisation, à construire un capitalisme stabilisé. Je n'y reviens pas.

- Lénine nous a proposé comme on le sait, une coupure (fin du XIXe siècle) entre le capitalisme montant « concurrentiel » et le capitalisme/impérialisme des monopoles, entré de ce fait dans l'âge de sa sénilité destructrice inscrivant à l'ordre du jour la révolution socialiste.

J'ai souscrit à la validité de cette thèse, mais en la relativisant (voir plus loin).

- Le découpage que je propose pour ce qui est de la période moderne du capitalisme, est le suivant :

(i) 1890-2008 : Première vague de remise en question du capitalisme :

- 1890/1914 : première « belle époque » (mondialisation libérale financiarisée sur la base de l'impérialisme conjugué au pluriel), débouchant sur la guerre inter-impérialiste et la Révolution russe.

- 1920/1945 : tentative de restaurer la « belle époque », entraînant la grande crise et la seconde guerre mondiale ; guerre de 30 ans entre les Etats Unis et l'Allemagne pour la succession à l'hégémonie de la Grande Bretagne.

- 1945/1980 : déploiement concomitant du Welfare State dans les pays de la triade impérialiste (social/impérialisme), seconde grande révolution (Chine) et victoire des libérations nationales en Afrique et en Asie (« ère de Bandoung »).

- 1980/2008 : seconde « belle époque », introduisant la « seconde vague » possible et souhaitable.

(ii) Depuis 1890-1990 : entrée dans la « seconde vague » de remise en cause du capitalisme – impérialisme

- 1980/2008 : seconde « belle époque », fondée sur l'impérialisme collectif de la triade, l'érosion puis effondrement de l'Union Soviétique, le passage au post-maoïsme en Chine, l'effondrement des modèles nationaux populistes de Bandoung, la dérive sociale libérale de la social démocratie.

Mondialisation financiarisée lue comme « la fin de l'histoire » par les uns, comme instable par nature par moi. La montée des luttes à partir de 1995 témoigne de cette instabilité dans sa dimension sociale et politique. L'effondrement financier d'octobre 2008 de son instabilité dans sa gestion économique.

- A partir de 2008 : questions d'avenir auxquelles seuls le développement et la radicalisation des luttes donneront les réponses.

4. Vers une seconde vague de luttes anticapitalistes victorieuses ?

Je ne ferai ici qu'un rappel des développements les plus récents que j'ai proposés sur ces questions, en soulignant l'essentiel de ce qui me paraît nouveau :

(i) Le passage du capitalisme mondial au socialisme mondial ne peut être imaginé que dans la forme de « vagues successives » de victoires (et/ou éventuellement de reculs) des luttes pour l'émancipation humaine, tout comme le capitalisme lui-même a été le produit non pas « d'un miracle européen » se cristallisant dans un temps bref dans le triangle Amsterdam-Londres-Paris, mais d'une suite de vagues qui se sont déployés dans des espaces

géographiques divers de l'Ancien monde. (de la Chine à l'Europe des villes italiennes en passant par l'Orient musulman).

Le capitalisme « historique », celui qui a été le produit de la dernière vague européenne, s'est imposé, annihilant par là même la cristallisation possible d'autres formes du capitalisme, fondées sur d'autres cultures historiques que celle de l'Europe atlantique, en particulier sur celle de la Chine « confucéenne ».

La pensée bourgeoise, par nature linéaire et eurocentrique, ne dispose pas de l'outillage nécessaire pour penser un « au-delà du capitalisme ». Le seul avenir de l'humanité pensable pour elle est commandé par le « rattrapage », les pays « sous développés », « en retard », ne pouvant envisager leur avenir qu'à travers l'imitation du modèle du capitalisme tel qu'il est dans ses centres développés. De Rostow aux « pays émergentes » la thèse bourgeoise reste inchangée. Ma critique de cette thèse est précoce, écrite avant même la publication de celle de Rostow !

Les marxismes historiques, imprégnés malgré tout par la même vision réductrice et linéaire de l'histoire, n'ont pris la mesure du défi que partiellement (nuances plus loin).

(ii) Je lis donc le XXe siècle comme celui du déploiement d'une première vague caractérisée par :

- Des avancées remarquables dans les centres, prenant la forme de la gestion social démocrate (authentique, non social libérale) d'un compromis historique capital-travail, associé à un élargissement de la démocratisation de la société (émergence des femmes en particulier). Les tentatives réactionnaires de briser ces avancées (les fascismes) ont été finalement mises en déroute.
- Des révolutions au nom du socialisme d'abord dans la semi-périphérie russe, puis dans la périphérie chinoise (et quelques autres).
- Une mondialisation des luttes pour la reconquête de l'indépendance des peuples d'Asie et d'Afrique, imposant à l'impérialisme de s'ajuster au nouveau système multipolaire de l'après guerre.

Ces avancées ont véritablement transformé les sociétés du Nord et du Sud, de l'Ouest et de l'Est à des rythmes sans précédent et pas nécessairement « pour le pire » comme le raconte la propagande libérale.

Mais elles ont été traversées de contradictions et ont connu des limites qui ont préparé les terrains à des reculs ultérieurs à leurs premières victoires. Sans revenir sur les analyses de ces flux et reflux proposées par l'auteur de ces lignes, j'en souligne seulement ce qui me paraît être à leur origine principale et que la seconde vague de luttes devrait de ce fait placer au centre de ses préoccupations :

- La « fascination étatiste », non seulement du léninisme, mais tout autant de la social-démocratie et des national-populismes de Bandoung. Démocratie limitée (quand elle existe) par le gouvernement du progrès par en haut, handicap fatal à la socialisation de la gestion économique.
- La sous estimation, pour le moins qu'on puisse dire, de l'ampleur du défi produit par la profondeur de la cassure centre/périphéries. Des nuances à introduire néanmoins sur cette question. Dès Bakou (1920) Lénine prévoit que le mouvement révolutionnaire anti-capitaliste se déplace vers l'Est. Mais surtout la contribution décisive du maoïsme (voir mes analyses la concernant) trouve sa place ici : Mao conçoit la révolution à l'ordre du jour comme une

révolution nationale (anti-impérialiste), populaire et démocratique (anti-féodale, anti-compradore) ouvrant la voie à la très longue transition possible au socialisme.

5. Les conditions de l'émergence d'une seconde vague (« les socialisme du XXIe siècle »)

Au cœur du défi : la question démocratique, la reconstruction du système mondial

La question démocratique

- Je pars de la critique que Marx adresse au système bourgeois pris dans sa totalité.

L'outil d'analyse de Marx est sa théorie de la « représentation ». Les êtres humains non seulement vivent dans un système (une formation sociale historique) mais encore se la « représentent » (par leur idéologie) et cette représentation est elle-même commandée par la nature de la formation objective dans laquelle ils vivent. Elle est « religieuse » (je dis « métaphysique ») dans les systèmes anciens, « économique » (je dis « économiciste ») dans le capitalisme. Je ne reviens pas sur ce contraste sur lequel j'ai beaucoup écrit. La « représentation » distingue les sociétés humaines des sociétés animales. Elle commande les stratégies d'action des sujets de l'histoire, classes et nations.

Dans le capitalisme Religion, Droit, Argent constituent les trois faces de la représentation aliénée de la réalité capitaliste. Ces trois faces sont indissociables : le « moneytheism » se substitue (ou accompagne) le monothéisme ais-je écrit.

Mais le droit également, qui devient le fondement de l'Etat nouveau, éventuellement « démocratique », est lui-même partie prenante dans l'aliénation économique. Il se transforme, pour passer du service du pouvoir (des Anciens Régimes) à celui de la propriété. Les conquêtes démocratiques trouvent ici la limite qu'elles ne peuvent franchir sans sortir du capitalisme. La démocratie bourgeoise est elle-même une démocratie aliénée. Elle s'interdit de franchir la ligne rouge de la propriété sacro sainte. Droit et Argent sont dès lors indissociables. Et cette association accompagne la dissociation entre la gestion politique de la société par la démocratie représentative électorale et pluripartiste (quand elle existe) et la gestion de l'économie, abandonnée à la Raison attribuée au « marché ». En politique les citoyens sont égaux en droit. Dans la réalité sociale, dominants et dominés, exploités et exploités ne le sont plus. Le progrès social est extériorisé, il n'est pas constitutif du fondement du droit et de la démocratie.

La lutte pour la démocratie bourgeoise se justifie parfaitement dans les situations où elle n'existe pas. On peut comprendre la légitimité de la revendication appelant à mettre en œuvre ces droits fondamentaux (droit à la liberté de l'opinion, à l'organisation, à la lutte etc.). Des avancées sur le terrain démocratique favorisent le développement des luttes et des représentations correctes des défis. Mais en aucune manière cette lutte ne résout le problème. Le vrai défi impose l'invention d'un droit et d'une démocratie qui associent liberté des individus et progrès social. On ne peut s'engager dans cette voie qu'en détrônant l'Argent, c'est-à-dire en sortant du capitalisme.

- En lieu et place de « démocratie » (qui suggère toujours démocratie bourgeoise) on doit donc discuter de la « démocratisation » (considéré comme un processus sans fin), synonyme d'émancipation (des individus et des peuples).

La seconde vague ne constituera un progrès par rapport à la première que si elle permet des avancées réelles dans cette direction.

- Avancer dans la démocratisation ne sera possible que par le « rassemblement » de ce que j'appelle la « base sociale » (social constituency) par opposition à la « base électorale » (electoral constituency) dans des luttes « convergentes dans la diversité ».

La base sociale en question non seulement existe « objectivement », mais encore rassemble l'immense majorité des peuples au Nord et au Sud. Car leur adversaire n'est, lui, constitué que par cette oligarchie qui gouverne le capitalisme contemporain. Passage difficile de l'existence en soi à l'existence pour soi, définissant les nouveaux sujets de la transformation. Associé à la formulation, tâtonnante, lente et difficile, de stratégies efficaces. Il n'y a pas d'alternative aux luttes conduites dans cet esprit avec cet objectif.

La base électorale des « gauches » en place sur le terrain (quand elles existent) est, par nature, volatile, parce qu'elle fonctionne sur la base et dans les limites de la démocratie bourgeoise. L'altercation léniniste – « le crétinisme parlementaire » - conserve toute sa vigueur, confirmée chaque jour par l'expérience des « déceptions électorales ».

- Question préalable : la perspective de l'émancipation évoquée plus haut est-elle possible (« utopie critique ») ou utopique au sens vulgaire du terme (« rêve sans possibilité réelle de réalisation) ?

L'émancipation est-elle donc « possible » ? La question soulevée ici est celle du dépassement des aliénations. J'entends par aliénation le comportement d'êtres humains qui attribuent à des forces extérieures à eux-mêmes l'obligation dans laquelle ils se trouveraient d'agir comme ils le font. Le cas le plus évident est l'aliénation économiste produite par la domination du capital (au-delà du « marché ») qui imposerait ses exigences comme une force de la nature extérieure à la société, alors que l'économie en question n'existe que par les rapports sociaux qui en définissent le cadre. Ma lecture du *Capital* de Marx (« Critique de l'économie politique ») est fondée sur la centralité de l'aliénation.

Mais qu'en est-il d'autres formes d'aliénations ? Comme celles que définissent les croyances religieuses ? D'une manière plus générale l'aliénation est-elle ou non une condition définissant l'être humain ? Car il est évident que si la réponse à cette question est que l'aliénation est inhérente à l'être humain, alors les possibilités de libération par la gestion démocratique de « l'économie » et du « pouvoir » sont par définition limitées. Mais où sont ces limites ?

Je propose donc de distinguer les formes d'aliénation que je qualifie de sociales (et donc localisables dans le temps et l'espace, propres à une société concrète à un moment concret de son histoire – comme l'aliénation économiste propre au capitalisme, ou les aliénations religieuses telles que vécues par les sociétés concernées, de celles qui seraient « anthropologiques » (équivalent à « supra historique » dans mon vocabulaire). Et à partir de là je me contenterai de définir avec modestie l'émancipation offerte par la perspective communiste comme la libération des seules aliénations sociales. On peut alors préciser concrètement les formes « institutionnelles » de gestion de l'économie et de la politique permettant d'avancer dans cette direction. L'utopie critique se situe dans ce cadre et dans ces limites.

Renoncer à l'utopie critique c'est finalement accepter la dérive barbare du capitalisme. Je refuse cet appel au prétendu « réalisme », en fait à la soumission à une réalité qui n'est elle-même qu'éphémère.

- L'émancipation, synonyme de démocratisation sans rivages, doit-elle abolir les termes de l'aliénation (Religion, Droit et démocratie, Argent) comme le figurent les idéologies de l'athéisme anarchiste et communiste ? Ou formuler les manières de les maîtriser : laïcité radicale, démocratie sociale, socialisation de la gestion économique ? J'opte pour cette seconde interprétation du sens à long terme du « communisme » de l'avenir.

- Les « peuples » en question « veulent-ils » la démocratisation proposée ? Veulent-ils même la « démocratie » limitée qu'on leur propose ? On retrouve ici les représentations qu'ils se font du système dans lequel ils vivent, des marges de leur action possible, en d'autres termes la question de la « conscience lucide » (ou de leurs illusions à cet effet), du passage de la conscience en soi à la conscience pour soi des classes dominées.

Dans l'immédiat, cela n'est pas évident. Victimes à la fois des aliénations idéologiques propres au capitalisme et aux défis immédiats de la vie (ou même de la « survie »), ils ne sont pas nécessairement convaincus qu'autre chose que l'ajustement et la manœuvre au jour le jour soient possibles.

Dans les centres les dégâts de l'aliénation sont visibles. Les « jeunes » (et les autres !) veulent-ils autre chose que plus du même, accéder à ce qu'ils n'ont pas et que d'autres ont ? Qu'ils souhaitent également moins d'inégalité, plus de solidarité, ne modifie pas fondamentalement la donne de cette forme de dépolitisation.

Dans les périphéries, vivre, ici souvent synonyme de « survivre », donne la priorité – et on le comprend – à « manger », mais aussi avoir des écoles qui offrent aux enfants une chance d'ascension dans le système tel qu'il est. Cette seconde forme de dépolitisation n'est pas moins visible que la précédente.

- Face au défi de cette dépolitisation, peut-on faire quelque chose d'efficace ?

La dialectique théorie/pratique est incontournable. Une théorie correcte procède de l'analyse de la réalité, la justesse des propositions qu'on en déduit est testée par l'action.

L'élaboration théorique n'est jamais un produit spontané du « mouvement », quoiqu'en disent certains. Elle a besoin de « théoriciens » (terme trop académique et de ce fait prétentieux), « d'avant-garde » (terme irritant parce qu'il rappelle les usages qu'en ont fait ceux qui se sont auto proclamés comme tels), « d'élites » (terme à refuser parce qu'il est celui que l'idéologie du système emploie pour désigner ceux qui sont ses serviteurs). Le vocable russe d'intelligentsia est sans doute le plus approprié.

- « Programme du projet de construction de la convergence dans la diversité ». Sa définition est incontournable. Je le résume en une seule phrase : « socialiser la gestion économique ».

Dans les centres l'opération ne peut être amorcée sans l'expropriation préalable de l'oligarchie. Il n'y a pas qu'en Russie que l'oligarchie domine le système, elle le domine tout

autant aux Etats Unis, en Europe, au Japon. La nationalisation (étatisation peut-être) constitue une première mesure incontournable. La socialisation vient après, si le mouvement lui ouvre la voie. Une route longue, construite au fur et à mesure qu'on avance, qu'on invente.

Dans les périphéries le programme national, populaire et démocratique comporte ses propres contradictions internes. Non pas seulement parce qu'ici la base sociale est composée de segments sociaux dont les intérêts ne sont pas toujours convergents. Mais aussi et tout autant parce que la tâche historique est ici double et conflictuelle : « rattraper » au sens de développer les forces productives (et la tentation est grande de le faire en empruntant ses recettes au capitalisme) – tâche incontournable pour « sortir de la pauvreté » - , et « faire autre chose », amorcer des relations sociales fondées sur la solidarité en lieu et place de la compétition. Les révolutions russe et chinoise l'ont fait dans les premiers temps de leur déploiement victorieux avec une force évidente, puis ont régressé progressivement pour s'enliser dans la seule perspective du « rattrapage ». Une leçon décisive à tirer de la première vague : ne pas s'enliser dans cette contradiction doit être placé au centre des préoccupations de la seconde.

Il est entendu que la phase nationale, populaire et démocratique (ou les sous phases successives de cette longue transition) est fondée sur des compromis conflictuels opposant les aspirations au socialisme à des forces à vocation capitaliste.

- Les processus de la dépolitisation nécessaire seront divers et complexes. Aucune recette ne peut les enfermer dans une formule d'apparence universelle.

Je renvoie ici encore à l'expérience du maoïsme et à l'analyse puissante que Lin Chun en a faite. Côté positif : l'invention de la « ligne de masse ». Limites anihilantes à la longue : défaut d'institutionnalisation des droits (y compris de l'individu) et de la justice.

On pourrait renvoyer également aux propositions et aux expériences d'« auto gestion », de « démocratie participative » et autres. A lire et relire avec lucidité et esprit critique positif.

Le recours à l'instrument du « despotisme éclairé » est parfois inévitable. Contraindre les pères récalcitrants à envoyer leurs filles à l'école, est-ce là un procédé « anti-démocratique », ou le seul moyen d'ouvrir la voie à la démocratisation ?

- La « nouvelle économique » ne peut être réduite à sa dimension de socialisation de la gestion.

Elle doit intégrer le rapport société/nature et redéfinir « le développement des forces productives » en tenant compte de ce rapport. La dimension destructive de l'accumulation l'emporte désormais largement sur sa dimension constructive. Sa poursuite, dans les formes que lui donne le capitalisme détruit l'individu, la nature, des peuples entiers. Le socialisme n'est pas synonyme de « capitalisme sans capitalistes ». Le « Solar Socialism » d'Altvater trouve ici sa place, convaincante à mon avis.

La question de la mondialisation

Je serai fort bref sur ce chapitre sur lequel j'ai beaucoup écrit. J'en rappelle l'essentiel des conclusions :

(i) La mondialisation libérale s'attache à construire un « autre monde » en voie d'émergence, fondé sur l'apartheid à l'échelle mondiale, plus sauvage donc que celui dans lequel nous avons vécu depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les politiques mises en œuvre par les pouvoirs aux abois, en réponse à la « crise financière » s'emploient exclusivement à restaurer l'ordre de la mondialisation libérale. Comme en 1920, retour « à la belle époque ». Avec les mêmes menaces certaines : de nouveaux effondrements du système, plus graves encore.

(ii) La poursuite, contre vents et marées, de la domination de l'oligarchie de la triade impérialiste sur le système mondial impose le recours à la violence armée permanente par le contrôle militaire de la planète ». tant que ce projet ne sera pas véritablement mis en déroute, toutes les avancées possibles, ici ou là, demeureront d'une vulnérabilité extrême. La construction de la convergence dans la diversité des luttes ne peut pas ne pas donner à l'objectif de mise en déroute de la militarisation de la mondialisation une place centrale dans ses stratégies. J'insiste sur ce point depuis 1990, avant même l'émergence des Forums Sociaux.

(iii) Un Bandoung 2, le Bandoung des Peuples (mais aussi en perspective nécessaire et possible celui des Etats) constitue le moyen par excellence de la mise en déroute à la fois du déploiement militaire de l'impérialisme collectif de la triade et du déploiement de la mondialisation libérale restaurée.

Les « mouvements sociaux » sont-ils à la hauteur du défi ?

Ici encore je serai bref et rappellerai seulement mes conclusions :

(i) Les mouvements sociaux progressistes, parce qu'encore largement fragmentés et situés sur des positions défensives, sont menacés de piétiner, voire de reculer, au bénéfice de mouvements réactionnaires fondés sur des illusions para religieuses, para ethniques, para populistes et autres. Les exemples ne manquent pas de « Religions-politiques », de nouvelles sectes, d'ethnocraties.

(ii) Dans ces conditions il importe de distinguer les effondrements possibles du système par l'aiguisement de ses propres contradictions internes d'une part, des reculs du système sous les coups d'avancées populaires et démocratiques lucides d'autre part. J'ai proposé de qualifier de ce fait certaines transitions du passé (le passage de l'Empire romain au féodalisme européen) de « voie de la décadence », par opposition à la « voie révolutionnaire » caractéristique des passages au capitalisme historique et au socialisme. Révolution ou décadence » (ma lecture), « socialisme ou barbarie » (Rosa Luxemburg), ou encore « transition lucide ou chaos » (mon expression récente en réponse à la crise en cours), sont synonymes. Jusqu'à ce jour le monde est engagé plutôt sur le chemin du chaos parce que les « mouvements en lutte » ne sont pas (encore ?) à la hauteur du défi.

(iii) Beaucoup d'importance doit être donnée de ce fait à la bataille idéologique. Je renvoie ici aux critiques que j'ai adressées au « discours post-moderniste », de Negri en particulier. Billevesées concernant le « capitalisme cognitif », sur « la mort de Marx », replis sur l'idéologie bourgeoise de la liberté de l'individu – déjà – devenu – le – sujet de – l'histoire (à la façon Habermas), technologisme (l'essentiel des défis et des transformations en cours étant attribué à la « révolution technologique »), gommage de la réalité essentielle du capitalisme contemporain (de la domination de l'oligarchie), voire formulations naïves (de la

communication horizontale substituée aux hiérarchies verticales) retardent la prise de conscience lucide des défis véritables à court terme (précarisation et soumission accentuée du travail, guerres aux peuples du Sud) et à lus long terme.